

La stratégie syndicale de Solidaires

Lors de la réunion du Bureau National de Solidaires du jeudi 5 juin 2025 la question de la stratégie syndicale de notre Union syndicale a de nouveau été mise à l'ordre du jour.

L'ouverture de la discussion par le Secrétariat national de Solidaires lors du BN du 5 juin 2025.

Selon le secrétariat national, l'opportunité de débattre de nouveau de cette question résultait de la décision du BN de mai de ne pas appeler à la date de mobilisation et de grève proposée par la CGT pour le 5 juin. Il y avait plusieurs raisons au rejet de cette date du 5 juin : actualité « retraite » peu à même de mobiliser dans la période (la population refuse toujours la réforme mais considère que la bataille a été menée et a été perdue) + date liée à la motion du PCF à l'Assemblée Nationale le même jour (avec la question des liens avec les appareils politiques : faut-il soutenir leurs initiatives, etc.) + comme à l'habitude, date unique sans suites.

Selon le SN, il nous faut réfléchir à la stratégie à retenir pour la rentrée ou l'automne 2025. Comment créer dès la rentrée les conditions d'une mobilisation interprofessionnelle gagnante ? Quelles thématiques revendicatives cibler prioritairement ? salaires, emplois, services publics, austérité, sécurité sociale, etc.

Comment lier la question du budget d'austérité avec celle de l'aide aux entreprises et la situation des services publics ? Comment élargir à la question globale du partage des richesses ?

Comment lier une mobilisation interprofessionnelle avec les mobilisations sectorielles ? avec le mouvement social ?

Les interventions des structures lors du BN du 5 juin 2025.

- Il faut mesurer ce que pèse Solidaires (4%). Pour agir, et surtout pour agir et espérer gagner, nous ne pourrions le faire seuls. Sinon, ce ne serait que de l'agitation, du témoignage. Savoir comment nous construisons des revendications avec lesquelles nous allons pouvoir gagner.
- Il faut que les équipes militantes appréhendent mieux nos revendications et soient en mesure de les expliquer et de les faire partager. Des formations sont peut-être parfois nécessaires. L'austérité tue, c'est un mot d'ordre qui peut être décliné dans de nombreux secteurs professionnels. Il nous faut parler du genre de syndicalisme que nous voulons porter et débattre de notre renforcement et de notre développement.
- La question de la stratégie, ce n'est pas seulement de trouver le bon calendrier pour la rentrée 2025, c'est la question du rapport de force à construire, donc celle de notre développement. Il est possible de définir une campagne centrée sur la rigueur budgétaire et qui peut se décliner dans tous les secteurs. La rigueur budgétaire a des conséquences aussi sur les conditions de travail. La question de l'unité syndicale est primordiale. En 2023, c'est l'unité syndicale qui a donné confiance « aux gens ». En 2019, c'est la date du 5 décembre, retenue à l'avance par les syndicats de la SNCF et de la RATP, qui a été le point de départ.
- Les déserts militants, il y en a partout, et chez tout le monde. En 2023, il y avait des gens dans la rue, mais pas de grévistes. Le sujet de la « recomposition syndicale » n'est plus d'actualité dans beaucoup de secteurs professionnels.
- Quand on s'engage dans une campagne, il faut avoir un calendrier, une durée, un rythme. Nous pourrions imaginer centraliser, une fois par an, un « cahier des victoires », pour montrer que la lutte paye.

- Partir de la question de l'austérité permet d'englober tous les secteurs. Il faut revenir sur la question des aides aux entreprises. La question de l'intersyndicale est partout sous-jacente. La question de notre développement conditionne tout : notre capacité à entraîner, à peser vis-à-vis des autres organisations syndicales, à avoir une crédibilité face aux patrons.
- Les suppressions d'emplois se poursuivent dans de nombreux secteurs professionnels. Il faut essayer de fédérer les diverses luttes qui se développent dans de pareils cas autour des plans de licenciements.

L'intervention de l'UNIRS lors du BN du 5 juin 2025.

Si on parle de stratégie, ça suppose qu'on ne traite pas uniquement de court terme, mais bien de long terme ou au moins de moyen terme. Par ailleurs, définir une stratégie suppose de partir de nos bilans, de nos analyses des périodes et mouvements passés.

Or, ce qui ressort des derniers "grands mouvements", notamment de celui sur les retraites en 2023, c'est que notre point faible c'est le rapport de force. On l'a dit maintes fois : malgré l'appel à "bloquer le pays et à tenir des AG pour prolonger le mouvement" en mars 2023, nous n'avons pas été capables d'organiser une grève nationale interprofessionnelle ; et ce bilan, nous l'avons de nouveau tiré lors d'autres mouvements, plus limités sectoriellement ou géographiquement, mais dans lesquels nous n'avons pas pu construire un rapport de force à la hauteur de ce qui était nécessaire.

Or, le rapport de force, c'est quoi ? C'est le nombre de personnes que nous sommes capables de mobiliser pour la grève, ça passe donc par le nombre d'adhérents et adhérentes, le nombre d'implantation de sections syndicales, de présence Solidaires.

Rappelons notre représentativité nationale interprofessionnelle : un peu plus de 4% des salariés et salariées qui votent dans des élections professionnelles. Alors, la stratégie consiste sans doute à mettre en place des objectifs clairs de développement, d'implantation, de renforcement, de se donner collectivement les moyens de le faire, ce qui pose la question des moyens syndicaux - humains et financiers - à mettre en commun, à mutualiser pour cela.

Le rapport de force est la question essentielle. Prenons les moyens de le modifier ! Sinon, on décide de mois en mois, d'années en années, de tirer les mêmes bilans des mêmes défaites.

L'urgence n'est pas de courir derrière une date ou des dates, mais de prendre les moyens de résoudre les problèmes auxquels nous constatons être confronté·es. Enfin, ce qui contribue aussi au rapport de force c'est la confiance retrouvée dans les luttes collectives : pour cela, on devrait mettre beaucoup plus en avant les luttes gagnantes, même s'il s'agit de ce qu'on appelle, à tort, des "petites victoires et de petites luttes" !

Il appartient au C.A. de l'UNIRS du 19 juin de revenir sur ce débat et de voir quelles conséquences en tirer quant à nos propres priorités, notamment en matière de développement de l'UNIRS.